

Joyeux anniversaire, Projet !



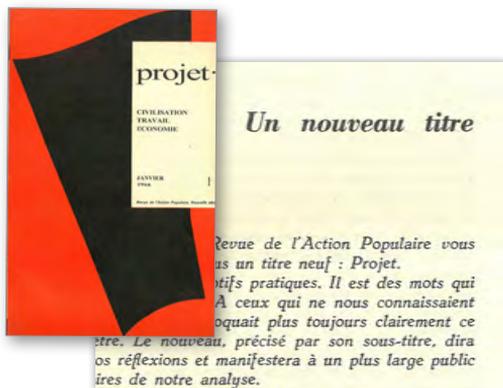
AGATHE MELLON

Quatre cents fois, une équipe de rédaction s'est penchée sur un numéro de la *Revue Projet* pour le concevoir, le mettre en musique, le relire, l'imprimer. Pour mesurer le chemin parcouru, il aura fallu grimper sur un escabeau, dans nos locaux de La Plaine Saint-Denis, et explorer les archives. En ouvrant le n° 1 de la revue *Projet*, daté de 1966, la lignée est flagrante.

Mais la revue est encore plus ancienne qu'il n'y paraît. Fondée en 1903 sous le nom des *Cahiers de l'Action populaire* par des jésuites engagés auprès des classes populaires, elle porte alors les enjeux d'une société en pleine recomposition industrielle, habitée par le combat syndical et la question du travail. L'éditorial de 1966, qui a acté le changement de nom de la revue, témoigne d'une ambition qui persiste encore aujourd'hui, loin des turpitudes politiques et médiatiques : comprendre, au carrefour des sciences et du terrain, « *la civilisation qui se fait*¹ », pour inciter chacune et chacun à agir.

Mais, au-delà de cette ambition, la revue n'est plus la même. Elle s'est mise aux couleurs du temps. Par ses sujets, d'abord. L'écologie était la grande absente de la jeune revue *Projet*. Quatre cents éditions plus tard, elle est au cœur de notre numéro spécial, en bonne place parmi nos quatre thématiques : écologie, justice sociale, démocratie et migrations. Les protagonistes ont changé, aussi. Derrière l'ancêtre de *Projet*, on trouve l'équipe de l'Action populaire : des jésuites et des collaborateurs venus « *de la pensée et de l'action* ». Aujourd'hui, l'équipe de rédaction est solidement épaulée par un comité de rédaction, des

¹ Les citations proviennent de l'éditorial « Un nouveau titre », *Projet*, n° 1, janvier 1966.



partenaires fidèles et, bien sûr, par ses lectrices et ses lecteurs.

L'équipe s'est rajeunie, féminisée, laïcisée. Elle s'est aussi élargie : aux côtés de la revue figurent les autres membres du Centre de recherche et d'action sociales (Ceras), héritier lui aussi de l'Action populaire : des doctorants et doctorantes en philosophie, en sociologie et en économie ; une équipe de formation en charge de transmettre la pensée sociale de l'Église (son « trésor le mieux caché ») aux jeunes générations ; des jésuites garants de l'engagement politique de l'Église d'aujourd'hui, portée par le pape François.

L'éditorial de 1966 citait déjà le fondateur de l'Action populaire, énonçant le cap à tenir : « *Mettre le peuple en mouvement [...] par une pulsion interne, signe et cause de la vie.* » Souhaitons à la *Revue Projet* quatre cents autres éditions, sous toutes les formes que peut prendre l'information et l'engagement aujourd'hui. Toujours avec cette pulsion de vie! 🍷



Agathe Mellon
cheffe d'édition
de la *Revue*
Projet.

« L'activité humaine n'y est pour rien »

Climatoscepticisme L'atmosphère du doute

La science du climat porte une part d'incertitude en corrélant des faits à des projections. C'est de cette faille que joue le climatoscepticisme, au gré de débats binaires. Explication.



ANTONIN POTTIER

Douter à la manière de Pyrrhon est légitime. Ce qui est gênant pour la délibération publique est qu'une partie notable de la population est frappée par une attitude dite climatosceptique qui, au moyen d'un doute orienté, s'oppose aux actions et politiques pour limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES). Elle remet en question les bases scientifiques reconnues du dossier en accusant le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) de biais idéologique, voire de « fraude ». Il importe de décoder cette atmosphère pour éviter les pièges qu'elle tend aux plaidoyers pour l'action climatique et aux scientifiques eux-mêmes. La science, nous dit le philosophe Karl Popper (1902-1994), est faite de controverses autour d'énoncés tournés pour être réfutables. Malgré ce caractère réfutable (ce qui ne veut pas dire réfuté), il serait irresponsable de ne pas tenir compte de l'état de la science,

controverses comprises, dans nos décisions. Le progrès des connaissances repose, lui, sur l'idée que les énoncés qui n'ont pas pu être réfutés malgré de nombreuses tentatives sont les plus solides. L'existence d'un réchauffement climatique et son origine due à la combustion des énergies fossiles font partie des faits solidement établis.

De tels faits ne suffisent pourtant pas à construire une politique. Une politique climatique se justifie par un diagnostic sur le futur duquel on déduit une action à exécuter. Tout diagnostic sur le futur ne repose pas seulement sur des observations et des causes, ...



Antonin Pottier
chercheur en sciences sociales,
maître de conférences de l'EHESS.

« S'adapter, c'est se résigner »

Changement climatique **Atténuer ou s'adapter ?**

S'adapter au changement climatique, est-ce s'y résigner ? Longtemps soutenu, le discours ne résiste pas à l'examen. Ni à la nécessaire complémentarité des stratégies, entre adaptation et atténuation.



ADÈLE TANGUY, ALEXANDRE MAGNAN ET LOLA VALLEJO

Dans la sphère des négociations climatiques internationales comme dans les politiques domestiques, faire face aux impacts du changement climatique grâce à l'adaptation a longtemps été le parent pauvre de l'action climatique. Historiquement, les discours reléguant l'adaptation à un rôle secondaire pouvaient relever d'une certaine logique : celle de servir la mise à l'agenda de l'atténuation du dérèglement climatique comme priorité indispensable.

Or il y a aussi une réticence plus sournoise à engager l'adaptation, au nom de l'idée que s'adapter signifierait accepter

implicitement un moindre effort, voire renoncer à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre – la source du problème. Cette idée, trop souvent reprise et pourtant fausse, pourrait puiser sa source dans deux postulats.

Le premier est que soutenir l'adaptation revient à acter un « renoncement » sur notre capacité collective à tenir des objectifs ambitieux d'atténuation. Preuve que cet argumentaire a percolé dans les imaginaires collectifs et continue d'influencer le débat politique, l'annonce d'un troisième Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC3) français, sous-titré « Vivre à +4° C », a été compris par certains comme l'aveu d'un abandon de l'objectif central de l'Accord de Paris : limiter le réchauffement global à 1,5 °C par rapport à la période préindustrielle. ...

Adèle Tanguy, Alexandre K. Magnan et Lola Vallejo, chercheur et chercheuses à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).



« *Le Giec exagère par son alarmisme* »

Rapports du Giec À l'épreuve de la communication

La vulgarisation des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) suscite des incompréhensions, voire des contresens. En particulier du fait des scénarios qu'il propose. Rencontre avec trois de ses auteurs.



PROPOS RECUEILLIS PAR B. HERVIEU-LÉGER ET M. MONTI-LALAUDBIE

Qui compose le Giec et quel est son mandat ?

Robert Vautard – Le Giec a un mandat clair : dresser l'état des connaissances sur le changement climatique et en faire la synthèse. Le Giec ne fait donc pas de recherche. Il s'agit d'une revue et d'une évaluation des articles scientifiques publiés jusqu'à environ un an avant la sortie des rapports. La synthèse doit restituer l'état des connaissances sur l'aspect physique et les impacts du changement climatique, mais aussi sur les solutions envisageables pour y faire face.

Sophie Szopa – Le Giec est composé des représentants des gouvernements des 195 pays membres. Ce groupe élit un bureau, constitué de scientifiques avec un mandat d'organisation du travail d'évaluation. Ce bureau fait appel à des scientifiques, comme nous trois, pour évaluer la littérature et rédiger un rapport.

Le Giec se divise en trois groupes de travail. Pouvez-vous détailler leurs attributions ?

R.V. – Le groupe 1 se consacre aux bases physiques du changement climatique. Il doit faire l'état de l'art sur notre connaissance du système Terre, soit l'ensemble des données climatiques *via* l'atmosphère, les océans, la cryosphère et les surfaces continentales et sur notre compréhension de la façon dont ils interagissent avec le changement climatique. La mission du groupe 2 est de dresser le bilan des impacts du changement climatique sur les sociétés et les écosystèmes, et de donner les connaissances disponibles sur les voies d'adaptation à ces impacts. Le groupe 3, lui, s'intéresse à la racine du problème, c'est-à-dire, pour l'essentiel, aux émissions de gaz à effet de serre (GES) et à la façon de les réduire.

Jean-Charles Hourcade – Le rôle du groupe 3 est de définir un langage commun entre des experts venus de nations, cultures et idéologies très différentes sur des points sensibles. Imaginez un Français, d'esprit « socialisant », écrivant un texte avec un diplômé de Harvard très libéral sur la fiscalité carbone. Notre

...

Nord et Sud

L'arythmie climatique

Nombreux sont les achoppements entre hémisphères sur l'enjeu climatique, trop longtemps découplé de celui du développement. En cause : un multilatéralisme tronqué et des mécanismes financiers internationaux obsolètes.



EMILIO LA ROVERE ET JEAN-CHARLES HOURCADE

Sans engagement des pays en voie de développement dans des efforts de décarbonation, les objectifs de l'Accord de Paris resteront hors d'atteinte. La dernière COP28 n'a pu que constater le peu de progrès effectués pour les y aider et énonce de façon très franche des conditions de déblocage, révélatrices de l'état d'esprit du Sud¹ : priorité à sa mise en capacité de relever le problème *via* « un système économique international favorable à un développement soutenable » ; refus « de mesures constituant une discrimination injustifiée ou une restriction déguisée au commerce international » ; enfin, nécessaires « évolutions de rouages fondamentaux de l'économie conduites de façon non conflictuelle et non punitive ».

Les mots traduisent ici une ambiance de doute sur le multilatéralisme dans un contexte de

tensions géopolitiques et de malentendus accumulés sur plus de trente ans. L'affaire climat fut, en effet, mise à l'agenda international lors d'un G7, en 1988, où George Bush-père et Margaret Thatcher proposèrent une « Convention Climat », trois ans seulement après les premières prédictions d'un réchauffement planétaire par des modèles climat tridimensionnels. Cette rapidité de réaction s'expliquait par des inquiétudes sur la sécurité énergétique après le contre-choc pétrolier de 1986, avec des prix du pétrole si bas qu'ils entraîneraient une dépendance accrue vis-à-vis de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). On parlait donc d'une dynamique « occidental-centrée ».

Présents à Rio de Janeiro en 1992, les pays du Sud imposèrent que la Convention Climat s'inscrive dans la perspective de développement soutenable du rapport Brundtland (1986) et que l'allègement de la pauvreté soit retenu comme « *first and over-riding priority* » avec le principe de « *responsabilité commune*,

¹ Le terme de « Sud » est ici utilisé pour désigner l'ensemble G77+Chine qui constitua (et constitue encore informellement) un groupe identifié dans la négociation climat.

5 Points saillants

Écologie Délicat tissage de langages

Plus que jamais, la transition écologique engage notre capacité commune à faire dialoguer des langages à la fois légitimes et divergents. Celui de la science. Celui du politique. Celui des lanceurs d'alerte. Celui des acteurs économiques. L'effort passe par le dépassement des formules clés en main. Retour en cinq points saillants sur notre dossier.



JEAN-CHARLES HOURCADE

Les difficultés à résoudre l'affaire climat ne sauraient s'expliquer sur la seule base de nos divergences d'intérêt et de visions du monde. Sans une compréhension réciproque de ces divergences, elles resteront impossibles à surmonter. Des problèmes de langages se posent : les contributions à ce numéro de la *Revue Projet* nous encouragent à les saisir.



Jean-Charles Hourcade
économiste, auteur du rapport 1,5 °C (2018) et du rapport de synthèse du sixième rapport (2023), directeur de recherche émérite au Cired.

